

EXTRAITS D'UNE INTERVIEW DE MONSIEUR MICHEL ROCARD, PREMIER MINISTRE, A PACIFIC FM
LE 4 MARS 1989

Paris, 4 mars 1989 - Le Premier ministre Michel Rocard a affirmé samedi qu'il ne comprenait pas l'attitude stratégiquement "suicidaire" du parti communiste pour les élections municipales.

"Il y a quelque chose de suicidaire dans la stratégie du PCF. Je n'ai pas compris. Nos partenaires avaient un intérêt évident à conserver leurs positions alors que la stratégie de harcèlement va minorer leurs chances" notamment dans les villes tenues par les socialistes ou les radicaux de gauches et dans celles gagnables sur la droite, a déclaré Monsieur Rocard au Grand oral de Pacific FM.

"Il semble qu'il y ait un double état au sein du PC entre la priorité aux municipales et la volonté de démolir un voisin encombrant", a-t-il souligné.

Dans les cas d'Orly, du Mans et de Marseille où il y a des listes dissidentes menées par le maire sortant socialiste ou communiste, "le problème est plutôt la crise des partis politiques et leurs difficultés à s'adapter à une société qui évolue plus vite qu'eux", a déclaré le chef du gouvernement.

"Je sens dans ces trois cas précis des difficultés d'appareil classiques avec des personnes qui, à partir de leur fonction municipale, avaient incorporé à leur action une vision de l'avenir plus évolutive", a-t-il ajouté.

Quant à sa propre ville, Conflans-Sainte-Honorine, où il y aura primaire à gauche, Monsieur Rocard a estimé que l'attitude des communistes de refuser la présence de l'Association des démocrates sur une liste commune était "scandaleuse".

PARIS.- Le Premier ministre a également réaffirmé qu'il était prêt à utiliser "à l'infini" l'article 49-3 de la constitution (permettant d'adopter une loi sans vote au Parlement) en cas d'absence de majorité : "Ca marche très bien. Il n'y a pas de limite numérique" à son utilisation.

Interrogé par ailleurs sur l'"argent facile", Monsieur Rocard s'estclaré "scandalisé" par le fait que l'on puisse gagner "quelques millions en quelques heures ou en quelques journées".

"Le capitalisme n'est pas un régime très moral (...) il se trouve que la recette socialiste ne marche techniquement pas (...) Nous socialistes disons d'accord, le système de marché c'est la libre compétition, la libre entreprise, mais il faut des règles du jeu (...) On tâche de faire passer justice et égalité sociale dans le capitalisme", a-t-il souligné.

Evoquant enfin le plan Jospin sur l'éducation nationale, Monsieur Rocard a déclaré qu'il n'était pas question de le retirer comme il en avait laissé planer la menace lors d'une réunion publique à Strasbourg -"ce serait une stupidité noire" -mais, a-t-il cependant reconnu, il "nepasse pas très bien" parce que les enseignants ont été "longtemps déçus".

Selon le Premier ministre, "on ne peut pas ouvrir la porte à l'espérance sans voir le déferlement des espérances" et il faudra environ un an pour négocier "dans des conditions relativement satisfaisantes".

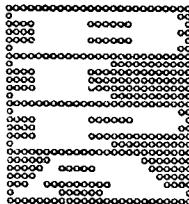
PARIS. - 4 mars 1989 (AFP) - Le Premier ministre Michel Rocard a qualifié samedi l'Imam Khomeiny d'"incitateur au meurtre" dans l'affaire des "Versets sataniques" de Salman Rushdie, et a affirmé que le sentiment privé qu'il pouvait avoir sur le caractère "offensant" ou non du livre ne devait pas être dit publiquement.

Invité du Grand Oral Pacific FM, Monsieur Rocard a affirmé être animé de "trois sentiments" dans cette affaire. Tout d'abord, "l'appel à l'assassinat et au meurtre est une honte et un scandale". Puis, "la liberté de presse, d'écriture et de pensée est totale au regard des droits de l'Homme dans les sociétés démocratiques".

En troisième lieu, a-t-il ajouté dans une allusion aux récentes déclarations du Premier ministre britannique Margaret Thatcher, "je peux avoir un sentiment privé, qui concerne ma personne privée et n'est pas fondement à acte public de ma part" à propos "des gens qui offensent ou égratignent d'autres, soit par maladresse, soit lucidement".

"Tout ce qu'il y a d'à peu près responsable en Iran, et pas seulement les opposants au régime, mais des croyants islamiques chiites plus modérés réprouvent profondément la situation créée par la déclaration de Khomeiny, et l'incitation au meurtre*, faut-il se conduire différemment ? Cela demande investigations et réflexion", a-t-il conclu.

* "Faut-il solidariser ceux qui hésitent autour de l'incitateur au meurtre,



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBERATION

89 300 88 C03 | 1989 Mars 6

Rocard: retirer le projet Jospin serait d'une stupidité noire

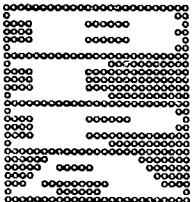
Invité samedi dernier du «Grand Oral» Pacific FM-Libération, Michel Rocard a évoqué, quelques heures avant la manifestation enseignante, le dossier éducatif. Extraits.

«Le plan Jospin, c'est d'abord l'offre faite aux enseignants de mettre sur le budget de l'Education nationale 6 milliards en plus de mesures nouvelles en 1989, 6 autres milliards supplémentaires en 1990 et d'en négocier l'utilisation. Jamais, depuis 1945 le budget de l'Education nationale n'a subi, en pouvoir d'achat réel, une telle augmentation. Retirer «le projet Jospin», comme le demandaient la semaine dernière des enseignants, c'est naturellement une stupidité noire.

Si les professeurs sont si mécontents, c'est parce qu'ils se battent entre eux sur la manière de le partager. Est-ce qu'il faut donner plus aux futurs recrutés pour attirer davantage de jeunes en laissant les anciens dans la situation où ils sont — ils ont passé le pacte, ils sont entrés dans la fonction publique ? Ou faut-il donner la même chose à tout le monde, ce qui ne résoudra pas nos difficultés de recrutement et ne fera pour chacun qu'une augmentation moindre ? C'est un premier problème.

Deuxième problème, je vais vous le poser dans un sourire, car je ne pense

pas qu'on puisse y toucher : tout le monde sait maintenant que le destin de nos enfants se joue très tôt. Les enseignants les plus précieux sont les instituteurs. A l'université, où tous les professeurs sont excellents — cela va de soi — un bon étudiant peut très bien résister à un mauvais professeur si d'aventure il s'en trouvait. Ne faudrait-il donc pas mieux payer les instituteurs que ceux qui prennent leur relais ? Ou est-ce qu'on garde une hiérarchie de la rémunération strictement calquée sur l'âge des enfants concernés ? Il y a là de quoi révolutionner tout le système. Mais nous ne voulons pas en décider, nous l'Etat, de manière unilatérale. Mon ami et complice Lionel Jospin est en négociation interminable et inlassable. La négociation n'est pas bouclée, tout est ouvert. J'ai confiance. »



8930088 C04 1989 Mars 6

GOUVERNEMENT

Michel Rocard hausse le ton

Le Premier ministre, face au raidissement du PC, se dit prêt, s'il le faut, à user du 49-3 « à l'infini », lors de la prochaine session parlementaire. Khomeiny est, dit-il, un « incitateur au meurtre ». En revanche, il s'est montré conciliant avec les enseignants : tout est négociable, dit-il.

Michel Rocard menait sa bonne humeur de campagne municipale de meeting en meeting, sans faire de bruit. Samedi, à une semaine du premier tour, le Premier ministre a fait une exception. Invité d'un spécial « Grand Oral Libération-Pacific FM », en direct de la bibliothèque Blaise-Cendrars à Conflans-Sainte-Honorine, Michel Rocard a dit son fait au parti communiste. Ayant pris la mesure de la « capacité de nuisance du PC » (pour reprendre une expression de son entourage), il a tenu à faire savoir qu'il n'attend pas personne pour gouverner.

La session parlementaire de l'automne dernier s'était passée à l'amiable. Tantôt on s'arrangeait avec les communistes, tantôt on faisait affaire avec les centristes. La donne change et il n'y a pas de raison pour que, les municipales passées, la place du Colonel-Fabien revienne à de meilleurs sentiments envers le gouvernement. Le maire de Conflans affrontera du reste, dimanche prochain, une liste communiste. Qu'à cela ne tienne, prévient Michel Rocard, le chef du gouvernement qu'il est n'hésitera pas à changer d'attitude. Le 49.3 (l'engagement de responsabilité) est, souligne-t-il, « un instrument puissant » face à « des états d'âme qui ne conduisent cependant pas à une motion de censure ». Il se flattait jusqu'alors de faire sans (1), il est prêt au printemps à user du 49.3 « à l'infini ».

Si le raidissement des centristes observé lors du *Questions à Domicile* de Pierre Méhaignerie ne s'avère pas simplement pré électoral, Michel Rocard

n'aura guère d'autre choix possible mais, dans ces conditions, la pratique gouvernementale sera usante.

Le chef du gouvernement est d'ores et déjà accaparé par un climat social lourd. Il n'entend pas modifier sa conduite : le traitement au cas par cas est toujours de mise. Les enseignants défilent ? (voir en pages société) Il répond que tout est négociable (retrait du plan Jospin excepté) et qu'on prendra le temps. Les conflits dans la fonction publique auront eu le temps de se multiplier avant que son projet de « re-

nouveau du secteur public » ne produise des effets ? Rien ne sert de prendre « des raccourcis, les alpinistes savent que c'est le meilleur moyen de s'essouffler ».

Après avoir souhaité dans une interview au *Wall Street Journal* que le capitalisme français soit plus agressif, Michel Rocard, samedi, a rapidement recollé à la roue présidentielle, dénonçant à son tour l'argent facile. Au détour d'une question, il reconnaît toutefois à la Bourse un rôle « assurément » utile, là où François Mitterrand, d'une moue, dit que la Bourse est « sans doute utile ». Les deux hommes marchent d'un même pas et le Premier ministre garde pour lui sa vision économique.

Revenant sur l'affaire Rushdie, Michel Rocard a qualifié l'imam Khomeiny d'« incitateur au meurtre » (voir en pages étranger). Mais avant de se prononcer sur l'avenir des relations de la France avec l'Iran, le Premier ministre a demandé qu'on lui laisse le temps de la réflexion.

MARIE GUICHOUX

(1) Le 49.3 a été utilisé une fois, à l'automne, pour le budget.

8930088COS 1989 7/05/6

« Quelque chose de suicidaire dans la stratégie du PCF »

Michel Rocard, invité du « Grand Oral Libération-Pacific FM », a affirmé samedi qu'il ne comprenait pas l'attitude stratégiquement « suicidaire » du parti communiste pour les élections municipales : « Il y a quelque chose de suicidaire dans la stratégie du PCF. Je n'ai pas compris. Nos partenaires avaient un intérêt évident à conserver leurs positions alors que la stratégie de harcèlement va minorer leurs chances », notamment dans les villes tenues par les socialistes ou les radicaux de gauche et dans celles gagnables sur la droite, a-t-il déclaré. « Il semble qu'il y ait un double débat au sein du PC entre la priorité aux municipales et la volonté de démolir un voisin encombrant », a-t-il souligné. Dans les cas d'Orly, du Mans et de Marseille où il y a des listes dissidentes menées par le maire sortant socialiste ou communiste, « le problème est plutôt la crise des partis politiques et leurs difficultés à s'adapter à une société qui

évolue plus vite qu'eux », a déclaré le chef du gouvernement. « Je sens dans ces trois cas précis des difficultés d'appareil classiques avec des personnages qui, à partir de leur fonction municipale, avaient incorporé à leur action une vision de l'avenir plus évolutive », a-t-il ajouté. Quant à sa propre ville, Conflans-Sainte-Honorine, où il y aura primaire à gauche, Michel Rocard a estimé que l'attitude des communistes de refuser la présence de l'Association des démocrates sur une liste commune était « scandaleuse ».

Le Premier ministre a également réaffirmé qu'il était prêt à utiliser « à l'infini » l'article 49.3 de la Constitution (permettant d'adopter une loi sans vote au Parlement) en cas d'absence de majorité : « Ça marche très bien. Il n'y a pas de limite numérique » à son utilisation, a-t-il dit. Le 49.3 est, selon lui, « un instrument puissant devant des états d'âme qui ne conduisent cependant pas à

une motion de censure ». Il a indiqué qu'il s'efforcerait de présenter des textes qui soient « acceptables par des majorités larges ». Le Premier ministre a souhaité que certains courants — au centre gauche par exemple — soient en mesure de s'organiser pour exprimer leur approbation avec la « politique de changement » qu'il propose au pays. Une politique d'« évolution conduite avec fermeté », consistant à gérer le pays « dans le respect des contraintes économiques » mais aussi de réformer « avec audace », notamment dans le secteur public et l'éducation. Interrogé par ailleurs sur l'« argent facile », Michel Rocard s'est déclaré « scandalisé » par le fait que l'on puisse gagner « quelques millions en quelques heures ou en quelques journées ». « Le capitalisme n'est pas un régime très moral (...), il se trouve que la recette socialiste ne marche techniquement pas (...). Nous, socialistes, disons d'accord, le système de marché, c'est la libre compétition, la libre entreprise, mais il faut des règles du jeu (...). On tâche de faire passer justice et égalité sociale dans le capitalisme », a-t-il souligné.